

Interview Ghassan Salamé

La plus grande menace reste l'indifférence internationale

Directeur de recherches au CERI (Centre d'études et de recherches internationales) et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Ghassan Salamé dit à quelles conditions, selon lui, l'accord conclu entre Palestiniens et Israéliens peut enclencher une véritable dynamique de paix. Le rôle de la communauté internationale, qui devra à la fois soutenir politiquement cet accord et le « doter » financièrement, lui paraît primordial.

— Qui a fait, des Palestiniens ou des Israéliens, le plus de concessions ?

● Les Israéliens négociaient en position de force et les Palestiniens en position de faiblesse. Et, incontestablement, ce sont ces derniers qui ont fait le plus de concessions. La désaffection du monde arabe à l'égard de la cause palestinienne et sa division, la disparition de l'URSS et l'émergence d'un monde unipolaire

dominé par les Etats-Unis, vainqueurs de la guerre froide, font que les Palestiniens ont engagé cette négociation à un moment où ils sont particulièrement faibles. Au contraire, les Israéliens, eux, sont particulièrement forts du fait de leur puissance nucléaire, de la victoire de leur allié américain en Irak, et de nouveaux soutiens, dans l'ex-URSS notamment. Ce rapport de forces, très défavorable aux Palestiniens, ne pouvait qu'influer sur la négociation. Toutefois, il était exclu que l'accord reflète un rapport de forces aussi déséquilibré. Pour être viable, il devait comporter aussi des concessions israéliennes. Il s'agit, principalement, de la reconnaissance de l'OLP, et d'un calendrier de retrait, avec l'engagement de commencer par Gaza et Jéricho.

— En dépit de l'ampleur de concessions faites par les Israéliens, cet accord a-t-il des chances de déboucher, à terme, sur la naissance d'un Etat palestinien ?

● Oui, dans la mesure où il s'agit de l'une des nombreuses éventualités qui sont incluses dans cet accord. La force de cet accord, et sa faiblesse à la fois, c'est

qu'il est intérimaire et qu'il laisse toute les éventualités ouvertes. Qu'il s'agisse du très vieux rêve palestinien d'un Etat laïc où musulmans, juifs et chrétiens vivraient ensemble, de la division de la Palestine mandataire en deux Etats, ou encore d'une forme d'autonomie, ou de confédération. Aucune de ces éventualités n'est clairement envisagée, aucune d'entre elles n'est écartée par l'accord. Laquelle l'emportera ? Cela dépendra de la capacité de l'OLP à prendre en charge les Territoires dont Israël se sera retiré, à convaincre les Israéliens qu'ils n'ont pas intérêt à maintenir les Palestiniens dans un état de minorité politique, et surtout à revitaliser un début de solidarité arabe et internationale à leur cause.

— De quoi dépendra à votre avis le succès de cet accord ?

● Il dépendra de plusieurs facteurs et en premier lieu à mon sens du maintien de la nature évolutive de l'accord. Si demain, pour une raison quelconque, les Israéliens disent que ce qui était intérimaire est définitif, Arafat ne pourra pas gérer la situation. Les Palestiniens ne peuvent accepter cet accord que s'il est un pas vers quelque chose de plus. Il est donc essentiel que la nature évolutive de cet accord reste totale, et acceptée par les deux parties.

La second facteur de réussite est de nature financière et économique. Il y a actuellement un taux de chômage qui avoisine les 60 % à Gaza et 40 % en Cisjordanie. Depuis la guerre du Golfe, les transferts financiers privés des travailleurs palestiniens du Golfe vers les Territoires occupés sont en chute libre et

l'aide gouvernementale arabe s'est tarie. A quoi s'ajoute le fait que le soulèvement a pratiquement interdit aux Palestiniens d'aller travailler dans les entreprises israéliennes. Face à cette situation désastreuse, Arafat, pour faire accepter son accord, devra procéder comme Hariri, le premier ministre, au Liban, c'est-à-dire en étant à même de promettre de l'argent. Il faut donc doter ce processus, et le doter très vite. Il y a des pas qui ont été faits en ce sens, mais c'est encore insuffisant.

Enfin, il faut que les autres Arabes, eux aussi, signent. Il ne faut pas qu'Arafat reste trop longtemps tout seul dans le vent. Il faut donc que les Jordanais, les Syriens et les Libanais puissent à leur tour signer une déclaration de principes ou un accord dans les semaines à venir.

— Qui peut faire échouer cet accord ? Les colons israéliens ? Hamas ? La Syrie ? L'Iran ?

● La principale menace qui pèse sur cet accord, c'est l'indifférence internationale. Si la communauté internationale ne se saisit pas de cet accord, si elle ne s'attache pas, par tous les moyens, à le rendre viable, politiquement et économiquement, alors il y a toutes les chances pour

que le Moyen-Orient l'enterre. Il faut que les parties régionales, gouvernementales ou non, soient convaincues que la communauté internationale prend cet accord au sérieux, et qu'elle entend l'appliquer. L'affaire de la Bosnie a amplement montré que, lorsque les acteurs locaux ont le sentiment que la communauté internationale fait semblant de soutenir un accord sans l'adopter vraiment, ils s'empressent

de le casser. C'est, je crois, le risque principal. Car cet accord ne fait qu'amorcer un processus qui doit être soutenu, aidé, arrosé tous les jours.

Sur place, il y aura bien sûr des forces qui vont essayer de faire capoter cet accord. Mais il y a des garde-fous. D'abord, en ce qui concerne les gouvernements arabes, il ne faut pas oublier qu'en 1974, en adoptant la déclaration de Rabat, ils ont tous accepté de considérer l'OLP comme le représentant unique et légitime des Palestiniens. Il est symptomatique d'ailleurs que la réaction du Soudan à l'accord d'Oslo ait fait explicitement référence à cette déclaration de Rabat. Pour ce qui est des forces palestiniennes qui s'opposent à cet accord, et singulièrement le mouvement Hamas, je crois que l'heure de vérité viendra très vite avec les élections. En refusant de participer à ces élections, Hamas se mettrait à l'écart du jeu démocratique, et, en même temps, de la structure « proto-étatique » qui va naître de ces élections. Or celle-là seule sera reconnue par la communauté internationale, comme en Israël et dans le monde arabe, et c'est par elle que passera l'aide internationale. Mais à l'inverse, participer aux élections c'est reconnaître implicitement l'accord d'Oslo, sur la base duquel se feront ces élections.

— Qu'est ce que cet accord peut changer dans la géopolitique régionale ?

● Peu de choses pour le moment, mais à

terme, je pense qu'il peut avoir des conséquences fort importantes sur la texture interne du pouvoir dans la plupart des pays de la région. Le conflit avec Israël a été la principale légitimation des pouvoirs autoritaires dans la région. Autant les défaites arabes face à Israël ont favorisé les coups d'Etat militaire et renforcé les dictatures, autant cet accord va faire disparaître une source de légitimation essentielle pour les dictatures et la militarisation des sociétés arabes. Ensuite, si les Israéliens, ces adversaires de toujours, en viennent à accepter un pluralisme national et ethnique sur la terre de Palestine, la pression sera encore plus forte pour introduire des formes de pluralisme politique dans ces pays.

Pour ce qui est de la géopolitique, la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe ont fait l'essentiel. Et tant qu'il y aura du pétrole dans cette zone, les gouvernements y seront sous surveillance.

*Propos recueillis
par Dominique Lagarde*